

Pronostic et suivi des pvVIH libérées du centre pénitentiaire de Guyane : premiers résultats du projet KAÏROS

G. Gadio^{1,2}, B. Laplaza³, J. Cossard³, M. Nacher^{2,4,5}, F. Huber^{2,4,5}

¹Laboratoire Minea (Université de Guyane), ²Réseau Kikiwi, Cayenne, ³SPIP, Centre Pénitentiaire de Guyane, ⁴COREVIH Guyane, Centre Hospitalier de Cayenne, ⁵Université de Guyane

Contexte

La Guyane est le département français où la prévalence du VIH est la plus élevée. Comme décrit ailleurs, l'incarcération y a souvent un impact positif sur le diagnostic et sur les paramètres biologiques des personnes vivant avec le VIH (pvVIH). Dans l'unique centre pénitentiaire de Guyane 29,9% des détenus étaient sous traitement ARV à l'entrée en détention, contre 50,3% à la sortie. A l'inverse, 55,8% (n=147) des anciens détenus infectés par le VIH étaient en rupture de suivi un an après leur libération (Merceron, 2015, Huber 2017). Cette communication porte sur les premiers résultats de la **recherche opérationnelle Kaïros**.

Méthode:

Le projet est mené par une équipe interdisciplinaire et interdépendante (sociologue, SPIP, médecin). Nous avons interrogé un public diversifié : détenus/ex-détenus vivant avec le VIH, détenus prochainement libérés, professionnels impliqués dans l'insertion socio-sanitaire des détenus.

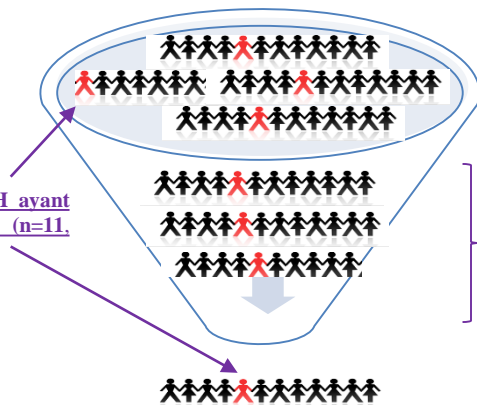
Objectifs du projet Kaïros

- Identifier les facteurs favorisant/entravant le suivi post-carcéral des pvVIH.
- Faciliter l'orientation post-carcérale des détenus.
- Participer à l'insertion socio-sanitaire des détenus, en traitant des enjeux de la RDR
- Faciliter le travail en réseau et les collaborations interdisciplinaires autour des malades chroniques après un épisode carcéral.

Croiser le regard de 3 environnements:

- **Institutionnel** (entretiens): ARS, Administration Pénitentiaire, Pôle Emploi, CCAS,
- **Associatif** (questionnaires): acteurs associatifs de Guyane.
- **Médical** (entretiens): personnel soignant (médecins et travailleurs sociaux).

Entretiens avec des pvVIH ayant connu un épisode carcéral (n=11, en cours)



Volet opérationnel: ateliers et recueil d'information auprès des futurs libérables,

3 semaines avant la sortie de détention:

- Ateliers de préparation à la sortie
- Ateliers de réduction des risques
- Recueil d'information (≈ 100 questionnaires)

Trois résultats importants

- **Les structures ressources sont méconnues d'un public à risque et en augmentation.**

Les détenus cumulent des vulnérabilités socio-économiques particulièrement péjoratives (absence d'activité salariée, pas de domicile fixe, séjour irrégulier, addiction aux drogues, etc.), et ils méconnaissent, ou ignorent les actions menées par les structures « ressources » présentes en détention et hors les murs.

- **Le genre pourrait déterminer l'observance thérapeutique.**

L'analyse des premiers entretiens révèle que les hommes avaient peu de connaissances sur le VIH avant leur diagnostic, et étaient plus enclins à interrompre le TARV à la sortie d'incarcération. Cela corrobore les résultats d'une étude CAP réalisée en 2015, où les scores de connaissance des femmes étaient significativement supérieurs aux hommes, parmi les détenus de Guyane. En outre, les femmes rencontrées déclaraient effectuer des dépistages réguliers, contrairement aux hommes.

- **A l'encontre des idées reçues...**

Pour la plupart des intervenants du champs sanitaire et social interrogés, la situation administrative, économique, et l'absence de domiciliation seraient les trois facteurs principaux qui entraveraient le suivi post-carcéral. Or, les premiers résultats de l'analyse des regards croisés de Kaïros suggèrent que la stabilité du réseau familial et amoureux pourrait être un facteur déterminant pour le suivi post-carcéral.

Conclusion et perspectives

Alors que le contrôle de la charge virale est une condition essentielle pour stopper la transmission du VIH, les ruptures de suivi post carcérales posent des problèmes sanitaires sur le territoire guyanais, où on estime qu'environ 5% des pvVIH sont sortis d'incarcération entre 2007 et 2013.

Malgré les actions menées par les acteurs associatifs, les pvVIH ayant connu un épisode carcéral semblent éloignées des structures d'accompagnement. Le ciblage et les stratégies d'intervention devraient sans doute être réexaminés.

Les liens affectifs préexistants pourraient être des déterminants essentiels pour maintenir le suivi au delà de la détention. Ces résultats préliminaires méritent néanmoins d'être confortés par les analyses ultérieures.